



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/595 du 18 novembre 2013
portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société de Manutention de Carburants
Aviation (SMCA) pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables situé aux bâtiments 650 et 665
de l'aéroport d'ORLY sur la commune d'ATHIS-MONS

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le code de l'environnement, et notamment l'article R.512-31,
- VU le code de la santé publique,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de préfet de l'Essonne,
- VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF-MC-031 du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,
- VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures,
- VU l'arrêté interpréfectoral n° 2006-PREF-DCI3/BE0101 du 9 juin 2006 portant approbation du Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) sur le bassin versant Orge-Yvette,
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 2 et 55,
- VU l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993 portant imposition de prescriptions applicables aux installations exploitées par la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) sur son site d'Athis-Mons – Aéroport d'Orly – Bâtiments 650 et 665 :
- *rubrique n° 253 B (A) : dépôt aérien de liquides inflammables de la 1ère catégorie (Jet A1) représentant une capacité nominale totale de 59 300 m³,*

VU l'arrêté préfectoral n° 2004.PREF.DAI3/BE 00177 du 18 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la Société SMCA pour l'exploitation de son dépôt de liquides inflammables d'Athis-Mons au regard de la prévention des risques technologiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI3/BE 0079 du 16 avril 2009 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société SMCA pour son site d'Athis-Mons, suite à la révision de l'étude de dangers,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011.PREF.DRIEE/0035 du 3 mars 2011 imposant à la Société SMCA des prescriptions complémentaires relatives à la révision de l'étude de dangers de son dépôt de liquides inflammables situé à Athis-Mons (91200),

VU le dossier du 3 juillet 2013 par lequel l'exploitant sollicite la modification des dispositifs d'obturation de pied de bac et la modification de la fréquence d'analyse des hydrocarbures dans les eaux pluviales,

VU le courrier du 16 juillet 2013 par lequel l'exploitant a transmis les volumes correspondant au niveau de sécurité haut de ses bacs,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 27 août 2013, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 19 septembre 2013,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires notifié à la société SMCA le 4 octobre 2013,

VU l'absence d'observations écrites de la société SMCA sur ce projet dans le délai imparti,

CONSIDERANT que les modifications sollicitées par l'exploitant dans sa demande du 3 juillet 2013 sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé définit la capacité d'un réservoir comme étant le volume de remplissage correspondant au premier niveau de sécurité, à défaut au niveau de débordement,

CONSIDERANT l'absence de prise en compte de la présence d'arbres dans l'étude de dangers modifiée (version de février 2008) transmise par courrier du 29 février 2008 et les compléments apportés datés du 8 février 2008, du 18 mars 2008, du 23 avril 2008, des 16 et 18 juillet 2008, et du 22 août 2008,

CONSIDERANT que l'article 55 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé indique qu'il est nécessaire de définir par arrêté préfectoral les substances à mesurer dans l'eau prélevée dans les piézomètres,

CONSIDERANT ainsi qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'actualiser la situation administrative du site et d'imposer à la société SMCA des prescriptions complémentaires pour son exploitation,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Les installations de la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA), dont le siège social est situé Chemin de Livry à CHENNEVIERES LES LOUVRES (95380), sont autorisées à poursuivre leurs activités.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune d'ATHIS-MONS dans les bâtiments n°650 et 665 de l'aéroport d'Orly. Elles sont détaillées au tableau ci-dessous :

Nature des activités	Critère et seuil de classement	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime	Coef. TGAP ¹
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphthes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55°C (carburants d'aviation compris)	Les caractéristiques des réservoirs sont précisées à l'article 2 du présent arrêté Capacité totale équivalente = 60 796 m ³ soit 51 069 tonnes correspondant au premier niveau de sécurité	1432-1-c)	AS avec le bénéfice de l'antériorité	6

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique

C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Masse volumique retenue pour le JET A1 = 840 kg/m³ à 15°C (valeur supérieure de la masse volumique)

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993 est annulé et remplacé par le présent article.

ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DES RÉSERVOIRS DE STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

N° réservoir	Diamètre (en m)	Hauteur (en m)	Produit contenu	Volume d'exploitation maximal autorisé (en m ³)	Volume maximal correspondant au premier niveau de sécurité autorisé (en m ³)	Caractéristiques des toits : fixe
52	28	13	JET A1 - carburacteur (cat B)	7300	7525	Flottant interne avec patin mécanique primaire
53	28	13	JET A1 - carburacteur (cat B)	7300	7541	Flottant interne avec patin mécanique primaire
62	28	13	JET A1 - carburacteur (cat B)	7300	7470	Écran interne flottant à joint souple
63	28	13	JET A1 - carburacteur (cat B)	7300	7475	Écran interne flottant à joint souple
71	42	11	JET A1 - carburacteur (cat B)	14950	15325	Écran interne flottant à joint souple
72	42	11	JET A1 - carburacteur (cat B)	14950	15260	Écran interne flottant à joint souple
105 / 106 / 171 / 172	4 cuves cylindriques horizontales d'une capacité équivalente et réelle de 50 m ³ chacune utilisées pour les purges					

Les réservoirs 51 et 61 sont des réserves d'eau incendie.

ARTICLE 3 - DISPOSITIFS D'OBTURATION DE PIED DE BAC

« Les vannes de pied de bac ou tout dispositif d'obturation sont à sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive. Les vannes à sécurité positive peuvent être remplacées par tous dispositifs équivalents permettant d'assurer l'arrêt automatique et immédiat de l'écoulement de produit en cas de feu de cuvette, de fuite ou de perte de commande ».

Le présent article annule et remplace le premier alinéa de la condition n°7°) de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993.

1 TGAP : taxe générale sur les activités polluantes

ARTICLE 4 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

La condition n°24 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993 est annulée.

ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE LA NAPPE

Le présent article annule et remplace la condition n°14°) de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993.

L'exploitant doit respecter les dispositions suivantes :

1. 3 piézomètres, au moins, sont implantés dont 1 en amont et 2 en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique et après avis de l'inspection des installations classées ;
2. Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Le sens d'écoulement de la nappe doit être clairement déterminée à chaque campagne. Des prélèvements sont réalisés par un organisme accrédité suivant les normes en vigueur, à défaut suivant des méthodes reconnues. Ils sont effectués en partie haute et en partie basse des piézomètres ;
3. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation et a minima sur les paramètres mentionnés à l'article 6 du présent arrêté. Les analyses sont réalisées par un organisme accrédité suivant les normes en vigueur, à défaut suivant des méthodes reconnues. Les résultats de mesures dûment commentés sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception du rapport d'analyses. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 6 - PARAMÈTRES DE SURVEILLANCE

Dans le cadre du suivi de la nappe, 1 analyse par semestre doit être réalisée par un laboratoire agréé sur chaque piézomètre défini à l'article 1er du présent arrêté. Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux (HCT)
- benzène / éthylbenzène / toluène / xylène (BTEX)
- hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)

Le programme de surveillance (fréquence, paramètres...) peut évoluer au regard des résultats des diverses campagnes d'analyses. Si l'exploitant désire modifier ce programme, il doit au préalable en faire la demande auprès de monsieur le préfet de l'Essonne.

ARTICLE 7 - ENTRETIEN DES OUVRAGES DE SURVEILLANCE

Si un ouvrage de surveillance est détérioré/endommagé, l'exploitant doit en informer monsieur le préfet de l'Essonne sans délai et faire part des actions qu'il compte engager avec l'échéancier associé pour que l'ouvrage soit de nouveau opérationnel ou comblé selon les règles de l'art.

Si un nouvel ouvrage (puits, piézomètre) de suivi/traitement interceptant uniquement la nappe superficielle doit être implanté sur site, l'exploitant informe monsieur le préfet de l'Essonne 15 jours au minimum avant son implantation.

L'exploitant doit s'assurer que les nouveaux ouvrages respectent les dispositions du présent arrêté.

Si un ouvrage n'a plus d'utilité, il est comblé suivant les règles de l'art en la matière et après avis de l'inspection des installations classées. Un rapport de fin de travaux doit être transmis à monsieur le préfet de l'Essonne.

ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Le présent article annule et remplace la condition n°15°) de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993.

Les résultats des mesures du programme de surveillance des eaux pluviales défini à l'article 54-6 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé sont transmis à l'inspection des installations classées à une fréquence trimestrielle et, le cas échéant, accompagnés des commentaires sur les causes des éventuels dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 9 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
Le maire d'Athis-Mons,

L'exploitant, la Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA),
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et dont copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de Palaiseau.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Alain ESPINASSE

